

Réinventer l'économie domestique au Canada et en Afrique



1998-04-03

Jennifer Pepall

[Légende : Réunion de conseillers en économie domestique au Cameroun.]

Aujourd'hui, l'économie de marché dépend dans une large mesure des contributions des foyers à la société, contributions qui en règle générale sont ignorées et sous-évaluées par les décideurs. Or, la profession qui a été conçue pour répondre aux besoins des femmes et aux nécessités des foyers traverse une crise d'identité : l'économie domestique a perdu ses lettres de noblesse, voire sa raison d'être. Au Kenya, où le revenu par habitant est d'environ 400 \$ CAN par année, les étudiants en économie domestique (des femmes, pour la plupart) apprennent à polir l'argenterie, à faire des gâteaux et à servir le thé. Au Canada, cette matière a complètement disparu des programmes d'études secondaires de plusieurs provinces.

Cette nouvelle réalité a incité l'[Association canadienne d'économie familiale](#) (ACEF) à entreprendre une recherche novatrice, financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Le projet veut redonner vie à l'économie domestique en examinant comment elle peut satisfaire aux besoins les plus cruciaux de l'heure et comment la remettre au goût du jour au Nord et au Sud.

Le projet est né d'une recherche menée par le CRDI sur la transformation de l'économie domestique en Afrique orientale. En 1995, [Lila Engberg](#), la première femme à être nommée membre du Conseil des gouverneurs du CRDI, une Canadienne spécialisée en économie domestique qui travaille depuis longtemps en Afrique, a fait office de personne-ressource lors d'un atelier organisé par les membres de l'ACEF pour l'Afrique. Elle a saisi l'occasion d'y inviter de ses compatriotes, aussi conseillers en économie domestique, qui s'occupaient de questions semblables à celles devant être abordées à l'atelier. La collaboration entre Africains et Canadiens allait permettre de trouver de nouvelles solutions à ces problèmes et de faire fond sur les partenariats établis : l'ACEF a travaillé à divers projets avec des économistes domestiques africains depuis 1981. (La plupart de ces projets ont été de courte durée, s'agissant par exemple de l'établissement de centres de jour et de la préparation de manuels.)

Discussions de groupe

Le financement du CRDI ayant été renouvelé, trois équipes de chercheurs regroupant des économistes domestiques canadiens et africains ont organisé des groupes de discussion fondés sur l'approche participative. Jusqu'à présent, des rencontres de ce genre ont eu lieu au Cameroun, au

Kenya, en Ouganda, au Zimbabwe, en Alberta, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec et ont réuni des médecins, des enseignants et des étudiants en économie domestique. À l'occasion de repas-partage dans la maison de l'un ou l'autre (où les classes ont lieu), les participants discutent des problèmes concrets auxquels doivent faire face les femmes et leurs familles, et se penchent sur les moyens de changer la nature et la pratique de l'économie domestique.

La crise que traverse cette profession est en partie attribuable à l'indifférence politique. *Les politiques et les dirigeants d'entreprise partout dans le monde s'intéressent avant tout à la macro-économie, à l'essor de l'industrie et des grandes entreprises, aux marchés d'exportation et aux débouchés mondiaux, affirme Lila Engberg. Il faudrait que l'économie domestique contribue à mieux faire comprendre ce qui passe dans les foyers et la nécessité d'appuyer les activités productives non rémunérées et le travail rémunéré afin de soutenir les individus et la vie familiale.*

Une question d'image

Les chercheurs ont constaté que dans bien des pays, l'image des conseillers en économie domestique n'était guère reluisante. Au Canada, l'économie domestique est souvent associée à l'enseignement ménager des années 1950. En outre, on ne situe pas bien les économistes domestiques, en partie en raison des spécialisations de plus en plus nombreuses et de l'évolution de la langue. Dans plusieurs écoles secondaires et universités, les programmes d'économie domestique sont maintenant appelés *études familiales* ou *programmes d'écologie humaine*. Dans certaines provinces, ces programmes ont complètement disparu des programmes d'études secondaires.

Dans les pays d'Afrique, l'économie domestique fait toujours partie des programmes scolaires, mais les étudiants qui suivent ces cours sont souvent marginalisés. Au Kenya, par exemple, les étudiants du secondaire qui sont considérés comme *bornés* sont souvent orientés vers l'économie domestique car, estime-t-on, il s'agit d'une matière facile. À l'université, les étudiants en économie domestique inscrits dans des programmes complémentaires sont priés de quitter la salle de classe ou on leur dit qu'il n'est pas nécessaire d'être attentifs, parce que les chargés de cours estiment que ces étudiants (en majorité des femmes) ne sont pas en mesure de comprendre la matière.

D'autres difficultés

Le programme d'études, en soi, pose d'autres difficultés. Dans bien des pays, l'économie domestique ne traite pas de problèmes concrets ni de situations tangibles, et ne tient pas compte de questions comme la pauvreté, le chômage, la pénurie d'eau saine, les entraves à l'éducation, la domination de l'homme, la grossesse chez les adolescentes et la corruption politique. En outre, dans certaines régions du Zimbabwe, on s'attend à ce que les étudiantes en économie domestique apprennent des tâches techniques comme passer l'aspirateur et faire cuire un gâteau blanc, même si les ingrédients coûtent l'équivalent de deux semaines du revenu moyen.

On pourrait toujours essayer de changer la recette, ironise Engberg, mais ce n'est pas une solution. Le projet veut inciter les enseignants africains à revoir leurs méthodes d'enseignement et à tenir compte du savoir indigène et il veut aider les étudiants à explorer leur milieu et les richesses de l'environnement. Mais il faut pour cela délaissé quelque peu les connaissances livresques et compter davantage sur la participation des étudiants en classe et dans les projets communautaires.

Renforcement de l'autorité

Ce projet a permis aux économistes domestiques de la majorité des pays d'Afrique de mieux asseoir leur autorité. Les chercheuses ([Dorothy Jobolingo](#) du Zimbabwe, [Dorothy Rombo-Odero](#) du Kenya et de [Marie Louise Nwafo-Wandji](#) du Cameroun) travaillent au sein de leurs associations nationales pour faire évoluer la situation dans leur propre pays. Ainsi, Nwafo-Wandji a réussi à faire mettre à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle de l'Association d'économie domestique du Cameroun le réexamen du rôle de sa profession dans la société.

Au Canada, le projet aide les économistes domestiques à situer leurs problèmes dans une perspective plus globale. *Il est réconfortant de constater que nos problèmes sont aussi les vôtres*, a déclaré [Maria Mayan](#) devant les étudiants de la Faculté d'écologie humaine à l'Université de l'Alberta.

Un tournant décisif

Présentement, notre profession est à un tournant décisif. Pour que l'économie domestique ait une signification et une certaine influence, il faut s'interroger sur ce que nous sommes, sur ce que nous essayons de faire et sur ce que nous voulons pour l'avenir, conclut Maria Mayan. *Ce projet nous a mis en face de ces difficiles questions.*

Jennifer Pepall est une rédactrice-révisure basée à Ottawa. (Photo : Avec la permission de l'Association canadienne d'économie domestique)

Personnes-ressources :

Lila Engberg (coordonnatrice de projet), 93-295, rue Water, Guelph (Ontario) N1G 2X5; tél. : (519) 763-0901; courriel : lengberg@uoguelph.ca

Agathe Gagné-Collard, 695, Le Cavalier, Sainte-Foy (Québec) G1X 3H9; tél. : (418) 658-2832; courriel : aad545@agora.ulaval.ca

Aine Humble, Université de l'Île-du-Prince-Édouard, 550, avenue University, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 4P3; tél. : (902) 566-0620; courriel : ahumble@upei.ca

Maria Mayan, 6416- 93^e Rue, Edmonton (Alberta) T6E 3B2; tél. : (403) 437-6835; courriel : mmayan@gpv.srv.ualberta.ca

Dorothy Mabel Jobolingo, Ministère de l'Éducation, BP 340, Bindura (Zimbabwe)

Marie Louise Nwafo Wandji, BP 551, Ebolowa (Cameroun)

Dorothy Rombo-Odero, Faculté d'économie domestique, Université Kenyatta, BP 43844, Nairobi (Kenya)

Des liens à explorer...

["Pour mieux loger les pauvres de Hanoi et de Ho Chi Minh-Ville"](#), par André Lachance.

["Pour sortir les pauvres du monde de la faim : parfaire la production de cobayes au Pérou"](#), par Katherine Morrow.

["Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible"](#), par John Eberlee.

["Sida en Ouganda : Pourquoi ces comportements sexuels à risque élevé ?"](#), par Anna Borzello.